

BE-A0521_721657_807108_FRE

Inventaire des archives de la commune de
Beffe. Dépôt 2020



Het Rijksarchief in België
Archives de l'État en Belgique
Das Staatsarchiv in Belgien
State Archives in Belgium

This finding aid is written in French.

DESCRIPTION DU FONDS D'ARCHIVES:.....	7
Consultation et utilisation.....	8
Conditions d'accès.....	8
Conditions de reproduction.....	8
Histoire du producteur et des archives.....	9
Producteur d'archives.....	9
Nom.....	9
Historique.....	9
Compétences et activités.....	10
Organisation.....	11
Archives.....	11
Historique.....	11
Acquisition.....	13
Contenu et structure.....	14
Contenu.....	14
Conseil communal et Collège des bourgmestre et échevins.....	14
Finances et fiscalité.....	15
Patrimoine.....	15
État civil.....	15
Population.....	16
Élections.....	16
Affaires militaires.....	17
Travaux publics.....	17
Enseignement.....	17
Bienfaisance ou assistance publique.....	17
Culte.....	18
Langues et écriture des documents.....	18
Sélections et éliminations.....	18
Accroissements / compléments.....	19
Mode de classement.....	19
DESCRIPTION DES SÉRIES ET DES ÉLÉMENTS.....	21
I. Généralités.....	21
A. Conseil communal.....	21
2 - 3 Registres aux délibérations. 1964-1968.....	21
B. Collège des bourgmestre et échevins.....	21
4 - 5 Registres aux délibérations. 1964-1976.....	21
C. Registres et/ou répertoires concernant les enquêtes publiques (" de commodo et incommodo ").....	21
6 - 7 Registres d'inscription des certificats de publication d'enquête. 1962-1976.....	21
D. Responsabilité, contentieux et actions en justice.....	21
8 - 9 Dossiers relatifs aux actions en justice. 1888, 1968.....	21
II. Organisation et personnel.....	23
A. La commune en tant qu'entité administrative.....	23
1. Fusion.....	23
2. Territoire.....	23
3. Coopération intercommunale.....	23
12 - 14 Dossiers relatifs à la participation aux intercommunales. 1950, 1958,	

1966, 1972, 1975.....	23
B. Collège des bourgmestre et échevins.....	23
15 - 16 Dossiers individuels de bourgmestres. 1860, 1958-1973.....	23
C. Organisation du service d'archives.....	24
D. Personnel des services.....	24
1. Effectifs, registres du personnel et autres états généraux.....	24
2. Dossiers du personnel administratif et technique.....	24
24 - 28 Dossiers individuels. 1927-1971.....	24
27 - 28 Gardes champêtres. 1950-1971.....	24
3. Dossiers du personnel enseignant.....	25
29 - 30 Dossiers individuels. 1951-1976.....	25
4. Autres dispositions et services sociaux pour le personnel communal.....	25
II. Patrimoine.....	26
A. Biens immobiliers.....	26
34 - 35 Dossiers relatifs aux ventes de bois. 1819, 1873-1876, 1889-1976.....	26
36 - 51 Dossiers relatifs aux ventes de parcelles. 1840-1975.....	26
53 - 56 Dossiers relatifs aux ventes d'excédents de voirie. 1866-1867, 1903-1960.....	27
55 - 56 Divers excédents. 1908-1923, 1957-1960.....	27
57 - 58 Dossiers relatifs aux locations de biens communaux. 1877, 1885, 1893, 1896, 1899, 1928-1970.....	27
60 - 71 Dossiers relatifs aux acquisitions d'emprises. 1902-1973.....	28
61 - 62 Chemin Magoster - Trinal. 1903, 1970.....	28
64 - 65 Chemins agricoles. 1917-1918, 1968.....	28
72 - 73 Dossiers relatifs aux échanges de parcelles. 1925, 1928.....	28
75 - 76 Dossiers relatifs aux acquisitions de parcelles. 1965, 1967.....	29
B. Biens mobiliers.....	29
III. Finances et fiscalité.....	30
A. Comptabilité du secrétariat.....	30
1. Budgets et annexes.....	30
79 - 89 Budgets annuels. 1871-1926, 1929-1934, 1937, 1942, 1946-1948, 1950-1976.....	30
2. Registres de comptabilité.....	30
90 - 91 Grands-livres des recettes et dépenses. 1952, 1957, 1960.....	30
3. Subventions des autorités supérieures.....	31
B. Comptabilité du receveur.....	31
1. Registres de comptabilité.....	31
93 - 95 Grands-livres des recettes et dépenses. 1948, 1961-1976.....	31
96 - 98 Registres aux mandats. 1951-1953.....	31
2. Comptes et pièces justificatives.....	31
99 - 108 Comptes annuels. 1880-1976.....	31
109 - 134 Pièces justificatives aux comptes. 1932-1976.....	32
3. Entrée en fonction du receveur.....	34
135 - 137 Dossiers individuels. 1845, 1866, 1883-1896, 1908-1952.....	34
C. Impositions et taxes communales directes.....	34
138 - 147 Dossiers relatifs aux taxes. 1951-1968, 1970-1972, 1974-1976.....	34
148 - 151 Rôles de taxe. 1953, 1956, 1959-1975.....	35
D. Dépôt de l'administration du cadastre.....	35
IV. État civil.....	36
A. Registres de l'état civil et tables.....	36
487 - 492 Tables décennales. 1833-1870, 1881-1930, 1971-1976.....	36
B. Cimetières et funérailles.....	36
156 - 157 Relevés annuels des concessions accordées. 1891, 1935-1936.....	36

158 - 159 Registres d'inscription des permis d'inhumation. 1945-1976.....	37
V. Population.....	38
A. Registres et mouvements de la population.....	38
160 - 165 Registres de la population. [1901-1920], 1921-1980.....	38
167 - 170 Listes-index des habitants reprenant les nom, prénom et renvoi dans les registres de la population. 1921-1970.....	38
171 - 174 Relevés statistiques des mouvements de la population. 1948-1974.	38
B. Recensements et autres états de la population.....	39
177 - 178 Dossiers relatifs aux recensements de la population. 1961, 1970..	39
C. Étrangers.....	39
VI. Élections.....	40
A. Listes électorales et listes dérivées.....	40
179 - 180 Listes des jurés d'assises. 1969, 1973.....	40
B. Révision des listes électorales.....	40
182 - 185 Listes révisées des électeurs généraux et communaux. 1945, 1947-1948, 1951.....	40
186 - 196 Listes révisées des électeurs généraux, provinciaux et communaux. 1953-1973.....	40
C. Dossiers des élections.....	41
198 - 226 Dossiers relatifs aux élections communales. 1836-1976.....	41
VII. Affaires militaires et guerres.....	44
A. Milice et volontaires.....	44
230 - 284 Dossiers relatifs aux levées de milice. 1923-1977.....	44
B. Mobilisation, réquisitions et cantonnements militaires en temps de paix.....	47
288 - 289 Registres de classement. [ca 1950], 1951.....	47
C. Guerres et conséquences.....	48
1. Généralités.....	48
2. Première Guerre mondiale.....	48
3. Seconde Guerre mondiale.....	48
295 - 302 Dossiers relatifs aux travaux de réparations des dommages de guerre. 1945-1977.....	48
297 - 298 Église Saint-Lambert. 1945-1977.....	48
IX. Ordre et sécurité publics.....	50
A. Police.....	50
B. Service d'incendie.....	50
X. Santé publique.....	51
A. Police sanitaire des animaux domestiques.....	51
316 - 320 Dossiers relatifs aux luttes contre les maladies épidémiques. 1947-1976.....	51
B. Contrôle des établissements dangereux, insalubres et incommodes.....	51
322 - 352 Dossiers relatifs aux demandes d'autorisation d'établissements de dépôts de carburant. 1965-1976.....	51
326 - 329 1972.....	51
331 - 333 1973.....	52
334 - 342 1974.....	52
343 - 347 1975.....	53
348 - 352 1976.....	53
355 - 356 Dossiers relatifs aux démolitions de fournils. 1957, 1971.....	54
XI. Travaux publics, services d'utilité publique, aménagement du territoire et urbanisme.....	55
A. Travaux aux bâtiments, monuments et installations immobilières diverses.....	55

1. Bâtiments scolaires.....	55
2. Bâtiments affectés au tourisme.....	55
3. Bâtiments du culte.....	55
4. Cimetières.....	55
B. Travaux et inspection de la voirie.....	55
361 - 368 Dossiers relatifs aux établissements de chemins. 1857-1908, 1973-1974.....	55
369 - 370 Dossiers relatifs aux suppressions de chemins et sentiers. 1880, 1900.....	56
371 - 379 Dossiers relatifs aux améliorations des chemins. 1884, 1905, 1950-1976.....	56
381 - 382 Dossiers relatifs aux reconstructions des ponts et passerelles. 1948-1959.....	57
C. Travaux et inspection des cours d'eau non navigables.....	57
D. Services d'utilité publique.....	57
1. Distribution d'eau.....	57
2. Distribution d'électricité.....	58
3. Éclairage public.....	58
4. Téléphone.....	58
394 - 397 Dossiers relatifs aux extensions du réseau. 1930, 1955-1976....	58
5. Transports en commun.....	58
398 - 399 Dossiers relatifs aux exploitations des lignes d'autobus. 1961-1968.....	58
E. Aménagement du territoire.....	59
1. Permis de bâtir.....	59
2. Permis de lotir.....	59
3. Infractions.....	59
402 - 403 Dossiers relatifs aux bâtiments construits sans autorisation sur des terrains communaux. 1906-1909, 1972.....	59
XII. Enseignement.....	60
A. Cadre général.....	60
B. Bâtiments.....	60
C. Finances.....	60
410 - 415 Budgets annuels. 1871-1903, 1905-1921.....	60
416 - 417 Comptes annuels. 1964-1967, 1969-1975.....	60
D. Obligation scolaire.....	61
XIII. Économie.....	62
A. Généralités.....	62
B. Agriculture.....	62
C. Élevage.....	62
D. Industrie et artisanat.....	62
E. Commerce.....	62
XIV. Affaires sociales.....	63
XV. Tutelle sur le Bureau de bienfaisance et la Commission d'assistance publique.....	64
A. Bureau de bienfaisance.....	64
B. Commission d'assistance publique.....	64
1. Généralités.....	64
2. Personnel.....	64
3. Finances.....	64
430 - 433 Budgets annuels. 1948-1976.....	64
434 - 438 Comptes annuels. 1927, 1946, 1948-1975.....	64
439 - 463 Pièces justificatives aux comptes. 1948-1975.....	65

464 - 465 Grands-livres des recettes et dépenses. 1967-1974.....	66
4. Service des Secours civils.....	66
XVI. Relations avec la paroisse Saint-Lambert.....	68
A. Personnel.....	68
B. Patrimoine.....	68
470 - 472 Dossiers relatifs aux ventes de parcelles. 1953-1954, 1965, 1968..	68
C. Finances.....	68
476 - 485 Budgets annuels. 1871-1975.....	68

Description du fonds d'archives:

Nom du bloc d'archives:

Commune de Beffe. Dépôt 2020

Période:

1819-1977 (1980)

Numéro du bloc d'archives:

BE-A0521.3260

Etendue:

- Dernière cote d'inventaire: 494.00
- Etendue inventoriée: 8.60 m

Dépôt d'archives:

Archives de l'Etat à Arlon

Producteurs d'archives:

Commune de Beffe, 1795 - 1977

Consultation et utilisation

CONDITIONS D'ACCÈS

Dans le respect de la réglementation en vigueur et sous réserve d'éventuelles modifications, les archives (hormis les registres de la population, des étrangers et de l'état civil) de plus de 30 ans et ne contenant pas de données à caractère personnel sont librement consultables. Dans le cas d'archives de plus de 30 ans et contenant des données à caractère personnel, une autorisation du Collège communal est nécessaire. Cette autorisation n'est plus nécessaire lorsque les archives contenant des données à caractère personnel ont plus de 100 ans.

Les règles spécifiques de consultation des registres de la population et des registres des étrangers sont fixées de la manière suivante : les registres clôturés depuis plus de 120 ans sont librement consultables à des fins généalogiques ou historiques ou à d'autres fins scientifiques tandis que les registres clôturés depuis moins de 120 ans ne sont pas consultables. Seuls des extraits peuvent éventuellement être délivrés moyennant une autorisation écrite du Collège communal et dans le respect de la législation en vigueur.

CONDITIONS DE REPRODUCTION

La reproduction des documents s'opère selon les règlements et tarifs en vigueur aux Archives de l'État. Pour le cas plus particulier des registres de la population et des registres des étrangers, des reproductions peuvent être délivrées pour les seuls registres clôturés depuis plus de 120 ans.

Histoire du producteur et des archives

PRODUCTEUR D'ARCHIVES

NOM

Commune de Beffe

HISTORIQUE

La Constitution du 5 fructidor an III (22 août 1795), en vigueur lors de l'annexion par la France (1er octobre 1795), avait instauré des " municipalités de canton ". Entre 1795 et 1800, Beffe dispose d'un agent municipal et d'un adjoint, chargés de l'administration des affaires purement locales. La réunion des agents municipaux à Clerheid, chef-lieu du canton, constitue la municipalité de canton. En application de la loi concernant la division du territoire de la République et l'administration du 28 pluviôse an VIII (17 février 1800), Beffe devient une commune à part entière. Le 8 décembre 1801, elle est intégrée dans le canton de justice de paix d'Érezée. ¹

La commune fait partie du département de Sambre-et-Meuse (1795-1814) puis du département de l'Ourthe à partir du 12 septembre 1815, puis de la province de Liège à partir du 2 octobre 1815 et de la province de Luxembourg à partir du 13 août 1818 ; des arrondissements administratif et judiciaire de Marche-en-Famenne. Beffe relève par ailleurs du canton de milice de La Roche-en-Ardenne à partir du 10 février 1817 puis d'Érezée à partir du 15 juillet 1907. ²

Le 2 janvier 1823, par arrêté royal, le territoire du grand-guché de Luxembourg est divisé en huit districts administratifs. Ce découpage mène à la fusion, avec la commune de Beffe, des hameaux de Bardonwez et Trinal, soustraits de Rendeux, et du hameau de Magoster, soustrait de Soy. Beffe perd le hameau de Werpín au profit de Hotton. ³

Sous l'Ancien Régime, la communauté de Beffe subsistait grâce aux cultures de topinambours, de seigle et de pommes de terre. Ce n'est qu'au XIXe siècle que la commune tente de développer l'économie agricole. En effet, d'une superficie de 1 109 ha ⁴, 52% du territoire communal était dédié à l'agriculture en 1834 contre 60% en 1866 et 91% en 1895. ⁵

La commune compte 335 habitants en 1801, 290 en 1806, 331 en 1816, 319 en 1818, 377 en 1820, 340 en 1830, 464 en 1846, 417 en 1856, 458 en 1866, 507 en 1876, 511 en 1880, 488 en 1890. À l'inverse, la population est décroissante durant le XXe siècle. En 1900, Beffe compte 455 habitants, 393 en

1 VRIELINCK S., De territoriale indeling van België (1795-1963), Louvain, 2000, 3 volumes.

2 Idem.

3 HASQUIN H., Communes de Belgique. Dictionnaire d'histoire et de géographie administrative, t. 1 : Wallonie, Bruxelles, 1980 p. 143.

4 DE SEYN E., Dictionnaire historique et géographique des communes belges, Turnhout, s.d., p. 103.

5 HASQUIN H., idem, p. 144.

1910, 364 en 1920, 350 en 1930, 324 en 1947, 191 en 1961 et 186 en 1976. ⁶ La section de Magoster présente une croix sur socle taillée dans le schiste et datée du XIXe siècle. ⁷En 1900, une chapelle dédiée à Notre-Dame de Lourdes est bâtie, ainsi qu'une chapelle dédiée à Saint-Joseph l'année suivante. ⁸Suite aux dégâts subis durant la Seconde Guerre mondiale, l'église Saint-Lambert a été reconstruite en 1968. ⁹

Le 1er janvier 1977, la commune de Beffe est fusionnée avec les communes de Hodister, Marcourt et Rendeux pour former l'actuelle commune de Rendeux. La fusion forme une entité de 1 921 habitants pour 7 095 hectares et est justifiée en ces termes dans le rapport au Roi précédant l'arrêté royal du 17 septembre 1975 portant fusion de communes et modification de leurs limites : " Rendeux est le centre géographique vers lequel convergent naturellement les communes voisines concernées par ce regroupement, qui présentent un caractère économique et social assez homogène". ¹⁰

COMPÉTENCES ET ACTIVITÉS

Le décret du 14 décembre 1789 relatif à la constitution des municipalités jette les bases de l'organisation municipale. Il fixe également le rôle qu'elles doivent remplir :

" Article 49. Les corps municipaux auront deux espèces de fonctions à remplir ; les unes propres au pouvoir municipal ; les autres, propres à l'administration générale de l'État, et déléguées par elle aux municipalités.

Article 50. Les fonctions propres au pouvoir municipal, sous la surveillance et l'inspection des assemblées administratives, sont : de régir les biens et revenus communs des villes, bourgs, paroisses et communautés ; de régler et d'acquitter celles des dépenses locales qui doivent être payées des deniers communs ; de diriger et de faire exécuter les travaux publics qui sont à la charge de la communauté ; d'administrer les établissements qui appartiennent à la commune, qui sont entretenus de ses deniers, ou qui sont particulièrement destinés à l'usage des citoyens dont elle est composée ; de faire jouir les habitants des avantages d'une bonne police, notamment de la propreté, de la salubrité, et de la tranquillité dans les rues, lieux et édifices publics.

Article 51. Les fonctions propres à l'administration générale, qui peuvent être déléguées aux corps municipaux pour les exercer sous l'autorité des assemblées administratives, sont : la répartition des contributions directes entre les citoyens dont la communauté est composée ; la perception de ces contributions ; le versement de ces contributions dans les caisses du district ou du département ; la direction immédiate des travaux publics dans le ressort de la municipalité ; la régie immédiate des établissements publics destinés à l'utilité générale ; la surveillance et l'agence nécessaires à la conservation des

6 VRIELINCK S., idem.

7 HASQUIN H., idem, p. 440.

8 Idem, p. 441-442.

9 Le patrimoine monumental de la Belgique, Wallonie : vol. 7 : Province de Luxembourg, arrondissement de Marche-en-Famenne, 1980, p. 429.

10 Arrêté royal du 17 septembre 1975 portant fusion de communes et modification de leurs limites, Moniteur belge, 25 septembre 1975.

propriétés publiques ; l'inspection directe des travaux de réparation ou de reconstructions des églises, presbytères, et autres objets relatifs au service du culte religieux".¹¹

Après l'indépendance de la Belgique, la Constitution belge du 7 février 1831 confie les intérêts exclusivement communaux à des conseils communaux élus directement, mais réserve le contrôle de leurs actes au Roi ou au pouvoir législatif, notamment pour empêcher qu'ils ne sortent de leurs attributions ou ne portent atteinte à l'intérêt général. La Constitution confie également aux autorités communales la rédaction des actes de l'état civil et la tenue des registres. Enfin, le Congrès national déclare qu'il est nécessaire de pourvoir par des lois séparées à l'organisation provinciale et communale.

La loi communale du 30 mars 1836 constitue le fondement du droit communal belge contemporain. Constamment adaptée, certains de ses articles demeurent en vigueur dans la nouvelle loi communale (NLC) de 1988 et dans le Code de la démocratie locale et de la décentralisation (CDLD) de 2004.

ORGANISATION

La manière dont les communes sont organisées est déterminée par la loi communale du 30 mars 1836.

Celle-ci prévoit l'existence d'un corps communal regroupant des conseillers, un bourgmestre et des échevins. Ils forment le Conseil communal. Le bourgmestre et les échevins, dont le mode de désignation a évolué au cours du temps, composent le Collège des bourgmestre et échevins ou Collège échevinal. À côté de ces fonctions politiques, chaque commune dispose d'un secrétaire et d'un receveur. Les commissaires de police et, dans certaines localités, les gardes champêtres se partagent les attributions en matière de police.

Les rapports annuels sur l'administration et la situation des affaires de la commune dressés en exécution de l'article 70 de la loi communale donnent un aperçu de l'organisation de chaque administration communale. Une copie de ces rapports était envoyée au Gouvernement provincial. Enfin, les registres aux délibérations du Conseil communal et du Collège constituent la source par excellence pour décrire l'organisation de la commune et son histoire.

ARCHIVES

HISTORIQUE

L'article L1123-28 du CDLD dispose : " Le collège communal veille à la garde des archives et des titres ; il en dresse les inventaires en double expédition, ainsi que des chartes et autres documents anciens de la commune, et empêche qu'aucune pièce ne soit vendue ou distraite du dépôt ". Cette disposition reprend *mutatis mutandis* les dispositions de l'article 100 de la loi communale de 1836 (devenu l'article 132 de la NLC). Une circulaire ministérielle du 9 janvier 1839 précise que la maison communale est le lieu le

11 Pasiomie, 1re série, t. 1er, Lois françaises, Bruxelles, 1833, p. 66.

plus propre au dépôt des archives communales. La loi du 24 juin 1955 relative aux archives place les archives des communes sous la surveillance de l'archiviste général du Royaume ou de ses délégués. Elles ne peuvent être détruites sans que la commune n'ait obtenu l'autorisation de l'archiviste général du Royaume ou de ses délégués.

La mise en œuvre de ces dispositions et les mesures de sauvegarde ou de gestion des archives sont rarement documentées. Cet aperçu se base donc en ordre principal sur les rapports sur l'administration et la situation des affaires de la commune, sur les dossiers centraux des communes de Beffe et de Rendeux constitués par les Archives de l'État et enfin sur des renseignements glanés dans le présent fonds.

La première situation connue est celle donnée par l'inventaire des archives dressé conformément à la circulaire du Commissaire d'arrondissement du 15 décembre 1899. Une feuille supplémentaire indique que cet inventaire a été complété après 1927. L'importance matérielle et la date des articles ne sont pas précisées, mais cet inventaire témoigne de la présence dans les archives communales d'instructions diverses, de dossiers relatifs à la milice et à la garde civique, de dossiers relatifs à la police sanitaire des animaux, d'un dossier relatif aux établissements de machines à vapeur, de dossiers relatifs à la santé publique, de dossiers sociaux, de dossiers relatifs aux taxes, de dossiers relatifs à la Caisse de prévoyance en faveur des victimes des accidents du travail, de dossiers relatifs aux chemins de fer vicinaux et internationaux et de listes électorales. L'inventaire indique également la présence de registres aux délibérations du Conseil communal, du Collège échevinal et du Bureau de bienfaisance, des registres aux actes de publication, aux mandats de paiement, à l'inscription des numéros des médailles des chiens, aux déclarations de maladies et des morts animales, des miliciens en congé illimité, des réquisitions militaires, des enfants mort-nés, des déclarations de naturalité, des livrets ouvriers, des condamnations, des vaccinations, des capacitaires, des réclamations d'affouage, de la population, des procès-verbaux de commodo et incommodo et des pièces remises au receveur. Enfin, la commune disposait également d'un atlas des chemins, d'un tableau des cours d'eau et de la matrice cadastrale.¹²

Le 5 décembre 1963, les registres d'état civil et de la milice sont inspectés par le commissaire d'arrondissement. Le rapport indique que les registres sont tenus en ordre et conservés dans un local fermé.¹³

En 1967, les archives sont inspectées par Gaston Beterams, archiviste de l'État. À la suite de cette inspection, l'archiviste propose au bourgmestre de transférer les archives d'Ancien Régime aux Archives de l'État, ainsi que les dossiers du XIXe siècle n'ayant plus d'utilité administrative. Aucune suite n'a été donnée.¹⁴

En mars 1971, le conservateur des Archives de l'État à Arlon contacte le bourgmestre afin de déterminer si la commune conserve l'état civil remontant à 1662, comme le signale une enquête de 1960. Le bourgmestre répond que l'état civil conservé par la commune ne remonte pas au-delà de 1802.¹⁵

Après la fusion des communes, des contacts ont été pris par les Archives de

12 Consulter le n° 18 de cet inventaire.

13 Consulter le n° 176 de cet inventaire.

14 Consulter le n° 19 de cet inventaire.

15 Consulter le n° 20 de cet inventaire.

l'État avec la commune de Rendeux en 1988, 1990, 2004, 2008, 2011 et 2020. Il ressort de ces rapports que les archives ont été classées selon un système de classement décimal dans les années 1980 et qu'il n'existe pas de relevé. Un programme informatique de gestion est mentionné en 2008. L'état des archives est jugé satisfaisant, ainsi que les lieux où elles sont conservées, malgré un manque d'entretien et de place. ¹⁶

En vue de valoriser son patrimoine communal et de garantir sa pérennité, la commune a signé, en mars 2020, une convention de partenariat avec les Archives de l'État. Celle-ci charge l'équipe du projet " Archives locales de Wallonie " de préparer le dépôt des fonds communaux antérieurs à la fusion en procédant à un tri et en rédigeant les inventaires. C'est également dans le cadre de cette collaboration que des archives postérieures à 1976 sans plus d'utilité administrative ou juridique et sans intérêt historique ont été détruites en parfaite concertation avec les différents services communaux et avec l'autorisation du délégué de l'Archiviste général du Royaume.

ACQUISITION

Les archives ont été déposées par la commune de Rendeux. Le dépôt a été inscrit au registre des acquisitions des Archives de l'État à Arlon le 1er juillet 2020 sous le n° 521/2020/0032/A.

16 ARCHIVES DE L'ÉTAT À ARLON, Dossiers centraux, dossier " Commune de Rendeux ".

Contenu et structure

CONTENU

Les archives décrites dans cet inventaire ont trait au fonctionnement et aux activités de la commune de Beffe entre 1819 et 1977. Les documents antérieurs au XXe siècle sont cependant peu nombreux.

Pour le XIXe siècle, le fonds contient un dossier relatif aux ventes de bois à partir de 1819 (n° 34), des dossiers relatifs aux élections communales à partir de 1836 (n° 198, 199, 200, 201, 202, 203, 204, 205, 206, 207, 208, 209, 210, 211, 212, 213 et 214), des dossiers relatifs aux ventes de parcelles à partir de 1840 (n° 36 et 37), des dossiers individuels de receveurs ouverts entre 1845 et 1896 (n° 135 et 136), des dossiers relatifs à l'établissement de chemins entre 1857 et 1894 (n° 361, 362, 273 et 364), le procès-verbal de prestation de serment du bourgmestre Louis Lambert, élu en 1860 (n° 15), un dossier ouvert en 1866 relatif à la vente d'excédents de voirie (n° 53), les budgets annuels de la commune (n° 79, 80 et 81), des écoles (n° 410, 411 et 412) et de la Fabrique d'église (n° 476 et 477) depuis 1871, un dossier relatif aux locations des biens communaux depuis 1877 (n° 57), les comptes annuels depuis 1880 (n° 99 et 100), un plan de 1880 relatif à la suppression du sentier n° 15 (n° 369), un registre-sommier des intérêts de rente ouvert en 1882 et clôturé en 1961 (n° 59), un plan de 1884 relatif aux travaux d'amélioration du chemin n° 4 (n° 371), un dossier de 1888 relatif à une action en justice contre un administré pour la construction non autorisée d'un bâtiment sur la voirie (n° 8), un relevé des concessions accordées en 1891 (n° 156), un registre d'inscription des incapacités électorales ouvert en 1892 et continué jusqu'en 1922 (n° 181) et un inventaire des archives daté de 1899 (n° 18).

Le fonds contient également les registres de population ouverts en 1971 et continués jusqu'en 1980 (n° 165) et un dossier relatif à des travaux d'amélioration de la voirie agricole entre 1973 et 1978 (n° 375).

Procédons par grandes séries d'archives :

CONSEIL COMMUNAL ET COLLÈGE DES BOURGMESTRE ET ÉCHEVINS

On appelle Collège des bourgmestre et échevins ou Collège échevinal la réunion des bourgmestre et échevins chargés de l'administration de chaque commune. Le bourgmestre et les échevins, agissant ensemble et indivisément, procèdent par voie de délibération. Ils constituent un corps délibérant du pouvoir exécutif et non pas un pouvoir délibérant législatif, tel que l'est le Conseil communal. Les actes posés par le Collège ne font généralement qu'administrer, exécuter ou appliquer les lois et règlements à des cas particuliers ou à des individus déterminés, sauf le droit de réglementation résultant d'une délégation. Toutes les décisions importantes prises par le Collège et les délibérations du Conseil sont consignées dans deux séries de registres. Ces registres aux délibérations permettent normalement de suivre l'évolution de la politique locale et la gestion des affaires communales, depuis les premières années du XIXe siècle jusqu'à nos jours.

FINANCES ET FISCALITÉ

Les finances communales occupent une part importante de l'activité de l'administration et constituent un élément particulièrement important des archives. Chaque année un budget est établi par le Collège, mis à l'approbation du Conseil et soumis à l'autorité de tutelle. Par la suite, une comptabilité précise des dépenses et des recettes est tenue par le receveur communal. Toutes les initiatives et les activités menées par les autorités communales se retrouvent dans ces dossiers. Le moindre engagement financier donne lieu à des contrats, factures et mandats de paiement de toute nature. Les pièces justificatives aux comptes ne sont toutefois pas toutes conservées et pour les périodes récentes, un tri est opéré par l'archiviste, qui ne conserve finalement que les dossiers les plus significatifs et une année type par législature, permettant au chercheur d'évaluer correctement l'évolution à long terme des finances communales.

Si la gestion financière nous renseigne sur tous les aspects des activités communales, elle génère aussi de nombreux documents très utiles pour connaître les personnes qui habitent la localité. L'administration perçoit en effet sur les habitants des taxes et des impôts divers. Elle tient à cet effet des rôles de contribuables, qui complètent les informations individuelles reprises dans les registres de la population. Les propriétés foncières sont également taxées et chaque commune dispose de registres et de plans cadastraux, déposés par les services du Cadastre, qui donnent une idée fort précise de l'organisation de l'espace et de la structure de la propriété immobilière. On peut suivre par ce biais l'histoire d'une habitation ou d'un terrain au cours des ans et en connaître les propriétaires successifs.

PATRIMOINE

Le patrimoine communal se compose de nombreux biens immobiliers divers. Il existe donc dans les archives d'importants dossiers relatifs à l'acquisition, à l'échange, à l'expropriation ou à la vente de biens communaux ou encore de dossiers constitués dans le cadre des ventes de coupes de bois. En règle générale, les principaux édifices du village sont aussi propriété communale : l'église, le presbytère, l'école et le cimetière nécessitent ainsi un coûteux entretien et des travaux réguliers que l'on peut suivre d'année en année à l'aide des dossiers constitués et conservés par l'administration.

ÉTAT CIVIL

L'état civil a été institué en France par décret du 20 septembre 1792. À partir de cette date, dans chaque commune, l'officier de l'état civil consigne dans des registres distincts tenus en double les naissances, les mariages et les décès intervenus sur le territoire communal au cours de l'année. Il tient aussi un registre pour les publications de mariages. L'officier de l'état civil clôture ses registres en fin d'année et transmet un exemplaire au greffe du tribunal de

première instance de l'arrondissement, avec le registre aux publications de mariages, tenus en un unique exemplaire. L'exemplaire communal est encore aujourd'hui conservé par la commune afin d'éviter la présence dans le même bâtiment des deux exemplaires.

POPULATION

Depuis 1847, les communes doivent tenir un répertoire de l'ensemble des habitants ayant leur résidence habituelle dans la commune. Ces registres de population, actes authentiques et publics renouvelés après chaque recensement décennal, rendent compte de la composition de chaque famille, de l'identité des individus et des mouvements qui interviennent, tels qu'arrivées dans la commune, départs, naissances, mariages ou décès. Dans le fonctionnement journalier de l'administration communale, ces registres servent à l'établissement des travaux de statistique (pour les opérations de recensement et l'établissement des mouvements annuels d'émigration et d'immigration), à la révision des listes électorales (pour les chambres, le conseil provincial, le conseil communal, les conseils de prud'hommes, les conseils de l'industrie et du travail), à l'organisation de la police (pour les recherches sur l'identité des délinquants), de la milice et de la garde civique (le service de la garde civique est dû par celui qui a une résidence réelle), à la détermination du domicile de secours des indigents et des enfants qui ont droit à l'instruction gratuite, à la participation à l'affouage, etc. Pour l'historien, ces registres sont d'un grand intérêt pour toutes les données socioéconomiques et démographiques qu'ils renferment (avec les nom et prénoms, le lieu et la date de naissance, l'état civil, le domicile légal, la profession, la fonction ou la position, la nationalité et des renseignements relatifs à la milice, à la garde civique ou encore au casier judiciaire). La tenue des registres de population rentre dans les tâches de l'administration générale de la commune, donc dans les attributions du Collège communal. Aux termes de l'article 1er de l'arrêté royal du 30 décembre 1900, c'est désormais l'officier de l'état civil qui est chargé de faire observer exactement tout ce qui concerne leur tenue. Les registres obligatoires sont le registre principal, les registres d'entrée et de sortie des habitants. Enfin, les règlements imposent la confection d'un index ou répertoire des noms des habitants. Depuis le début des années 1980, les registres de population tendent à disparaître au profit de bases de données informatiques établies en connexion avec le registre national des personnes physiques.

ÉLECTIONS

C'est au niveau communal que sont constituées les listes des électeurs pouvant participer aux scrutins nationaux, provinciaux ou communaux. L'administration conserve ainsi des dossiers concernant les personnes éligibles et les candidats, les électeurs, le déroulement des différentes élections et généralement les résultats des élections communales, ainsi que l'installation des nouveaux conseils et collèges communaux. La teneur des listes électorales

varie dans le temps en fonction de la législation en vigueur. Les listes d'électeurs sont vérifiées et modifiées périodiquement en fonction des revenus déclarés des habitants et, plus tard, sur base de leur domicile légal, de leur citoyenneté belge ou européenne, et d'éventuelles restrictions temporaires de leurs droits politiques, dues à une condamnation judiciaire ou à une incapacité mentale. La révision des listes électorales donne souvent lieu à des contestations, qui sont soumises aux cours et tribunaux.

AFFAIRES MILITAIRES

C'est sur base des registres de l'état civil et de population que sont établis les registres de milice et les dossiers qui les accompagnent. Jusqu'à la suspension du service militaire obligatoire en 1994, on dressait chaque année la liste des jeunes hommes en âge d'être appelés. Selon les époques, ces candidats miliciens pouvaient échapper au service militaire en fonction d'un tirage au sort favorable, d'une exemption pour cause physique ou d'une objection de conscience. Des motifs divers permettaient aussi d'obtenir un sursis et de retarder l'enrôlement. Les dossiers constitués à cet effet sont généralement conservés, mais il faut souligner qu'ils peuvent faire largement double emploi avec ceux qui existent au niveau provincial ou national.

TRAVAUX PUBLICS

La commune s'occupe de tout ce qui concerne l'infrastructure, les voiries ou les bâtiments publics communaux soit en tant que principal maître d'œuvre de certains projets, soit en tant qu'associée aux travaux menés par les autorités provinciales, nationales et plus tard régionales. L'établissement de la distribution d'eau potable, l'électrification des campagnes et l'installation progressive du téléphone ou de la télédistribution constituent une vaste entreprise qui modifie considérablement l'existence des populations rurales.

ENSEIGNEMENT

L'organisation de l'enseignement primaire constitue un secteur important de la politique communale au cours des XIXe et XXe siècles. Les archives communales conservent divers dossiers relatifs à l'organisation générale, au personnel enseignant, aux bâtiments scolaires et au matériel didactique. Des listes d'écoliers sont dressées annuellement ce qui permet de suivre la scolarisation de la jeunesse locale.

BIENFAISANCE OU ASSISTANCE PUBLIQUE

Dès le début du XIXe siècle, un Bureau de bienfaisance est institué dans chaque commune. Il s'occupe de soulager les habitants les plus pauvres et prend en charge certains frais récurrents comme ceux liés à la scolarisation des

enfants, aux soins médicaux, aux domiciles de secours, à l'internement de déficients mentaux ou encore à l'éducation d'orphelins dans des établissements spécialisés, situés en général en dehors de la commune. Certains de ces organismes bénéficient des largesses de bienfaiteurs et sont en mesure de créer sur le territoire communal une œuvre de bienfaisance spécifique, principalement un home pour personnes âgées. Les autorités communales exercent une tutelle étroite sur les budgets et les comptes des institutions de bienfaisance et en contrôlent l'essentiel des activités. Aux bureaux créés en 1800 succèdent les commissions d'assistance publiques (CAP) en 1925, puis les centres publics d'aide sociale (CPAS) en 1977, devenus centres publics d'action sociale en 2004.

CULTE

Sous Napoléon Bonaparte, la vie religieuse est réorganisée sur des bases nouvelles. L'Église catholique occupe une place prépondérante. Elle bénéficie en priorité des mesures prises par l'empereur visant à restituer aux paroisses tout ou une partie des biens qu'elles possédaient avant la Révolution et d'en assurer la gestion rationnelle. Des institutions publiques, les fabriques d'églises, sont instituées par un décret du 30 décembre 1809, afin de prendre en charge l'organisation matérielle du culte. Si la majorité des églises appartient à la commune, qui en assure la restauration et l'entretien, les fabriciens se chargent d'administrer les biens propres de la paroisse. Ils se chargent également de subvenir aux frais du culte tels que le luminaire ou une partie du mobilier et de l'aménagement intérieur. Les autorités communales exercent une tutelle étroite sur les budgets et les comptes des fabriques d'églises et en contrôlent l'essentiel des dépenses. Quant aux ministres du culte, ils sont payés directement par l'État, mais reçoivent parfois un supplément de traitement de la commune et entretiennent avec les autorités municipales des relations étroites, qui reflètent généralement fort bien l'évolution des rapports complexes entre l'Église et l'État aux XIXe et XXe siècles.

LANGUES ET ÉCRITURE DES DOCUMENTS

Toutes les pièces sont en français.

SÉLECTIONS ET ÉLIMINATIONS

Le tri a été effectué conformément aux directives suivantes :
MARÉCHAL Griet, *Conservation et destruction des archives communales. Directives et recommandations*, t. 1 : *État civil, population, milice, finances*. Bruxelles : Archives générales du Royaume et Archives de l'État dans les Provinces, 1988 (Miscellanea Archivistica Studia, 1).
MARÉCHAL Griet, *Conservation et destruction des archives communales. Directives et recommandations*, t. 2 et 3. Bruxelles : Archives générales du

Royaume et Archives de l'État dans les Provinces, 2005 (Miscellanea Archivistica Manuale, 52 et 53).

ACCROISSEMENTS / COMPLÉMENTS

Le fonds est clos et la plupart des documents sont désormais conservés aux Archives de l'État. Les principales exceptions sont les registres aux délibérations, les permis d'urbanisme, les registres de l'état civil et les atlas des cours d'eau non navigables ni flottables et des chemins vicinaux. Ces deux derniers documents sont du reste désormais consultables sur le Géoportail de la Wallonie.¹⁷ L'absence de dépôt s'explique, d'une part, par leur utilité administrative pour les services communaux et, d'autre part, par l'existence d'un double de l'état civil (exemplaire venant du greffe du tribunal de première instance) et des permis de bâtir (exemplaire venant de l'Administration de l'Urbanisme) aux Archives de l'État.

MODE DE CLASSEMENT

Les archives de la commune étaient partiellement classées selon le système de classification décimale universelle (CDU). Ce type de catalogage ne convient cependant pas pour les archives définitives pour les raisons suivantes : Ce classement par sujet a un caractère artificiel. Outre le fait qu'il soit subjectif (choisir un seul élément du contenu est une opération souvent hasardeuse), ce catalogage effectué à posteriori est distinct de l'organisation initiale des archives, organisation reflétant le fonctionnement des services. Ce classement est contraire au principe de respect de la structure du fonds d'archives, de l'ordre organique résultant du traitement administratif.¹⁸ Ainsi par exemple, pour les archives relatives aux bâtiments communaux servant à l'enseignement, ces dossiers ont-ils initialement été produits et traités par le service communal des travaux ou le service communal en charge de l'enseignement ? Il n'est plus possible de le dire et nous avons dû faire des choix de manière arbitraire. L'authenticité et l'intégrité des dossiers tels qu'initialement constitués ne pourront plus être établies avec certitude. Les descriptions contenues dans ce type de classement ont un caractère peu détaillé qui ne répond en aucun cas aux normes archivistiques internationales en vigueur pour la réalisation d'instruments de recherche (principalement la norme ISAD(G)). Ainsi, les dates extrêmes des dossiers étaient-elles rarement indiquées.

Les archives n'ont fait l'objet d'aucun tri préalable à leur classement. Ainsi a-t-il été indispensable de reclasser l'ensemble des documents en

17 <http://geoportail.wallonie.be>.

18 En archivistique, la règle suivante est fondamentale : les dossiers (qui constituent en général une unité archivistique) sont uniquement constitués par le producteur d'archives, et non pas par l'archiviste. Dans le cas présent, il n'est généralement pas possible de déterminer si les dossiers ont été constitués par les services communaux ou a posteriori, lors de leur " archivage ", par une personne étrangère au service.

utilisant le cadre de classement repris dans la publication de Guy Gadeyne.

¹⁹Les principales subdivisions de ce cadre sont les suivantes :

I. Généralités

II. Organisation et personnel

III. Patrimoine

IV. Finances et fiscalité

V. État civil

VI. Population

VII. Élections

VIII. Affaires militaires et guerres

IX. Ordre et sécurité publics

X. Santé publique

XI. Travaux publics, services d'utilité publique, aménagement du territoire et urbanisme

XII. Enseignement

XIII. Culture, sports et divertissements

XIV. Vie économique

XV. Affaires sociales et règlementation du travail

XVI. Bureau de bienfaisance et Commission d'assistance publique

XVII. Relations avec les cultes reconnus

Les rubriques ont été adaptées au fonds d'archives selon les besoins spécifiques. Sous une sous-rubrique, les différentes descriptions archivistiques ont été classées dans l'ordre chronologique.

19 GADEYNE G., Cadre de classement pour les archives communales statiques non structurées (1795 - ca 1977), Bruxelles, 1997 (Archives générales du Royaume, Miscellanea Archivistica, Manuale 18).

Description des séries et des éléments

I. GÉNÉRALITÉS

A. CONSEIL COMMUNAL

1 Rapport annuel sur l'administration et la situation des affaires de la commune. 1961. 1 chemise

2 2 - 3 REGISTRES AUX DÉLIBÉRATIONS. 1964-1968.
26 mai 1964 - 30 novembre 1968. 1 volume

3 24 décembre 1968 - 23 décembre 1976. 1 volume

B. COLLÈGE DES BOURGMESTRE ET ÉCHEVINS

4 4 - 5 REGISTRES AUX DÉLIBÉRATIONS. 1964-1976.
25 décembre 1964 - 9 octobre 1971. 1 volume

5 31 octobre 1971 - 31 décembre 1976. 1 volume

C. REGISTRES ET/OU RÉPERTOIRES CONCERNANT LES ENQUÊTES PUBLIQUES (" DE COMMODO ET INCOMMODO ")

6 6 - 7 REGISTRES D'INSCRIPTION DES CERTIFICATS DE PUBLICATION D'ENQUÊTE. 1962-1976.
2 juin 1962 - 28 octobre 1975. 1 cahier

7 10 février 1976 - 30 décembre 1976. 1 cahier

D. RESPONSABILITÉ, CONTENTIEUX ET ACTIONS EN JUSTICE

8 8 - 9 DOSSIERS RELATIFS AUX ACTIONS EN JUSTICE. 1888, 1968.
La commune contre un administré pour la construction non autorisée d'un bâtiment sur la voirie. 1888. 1 cahier

9

Un administré contre la commune suite au mauvais placement
d'une conduite d'eau sur sa parcelle. 1968.

1 chemise

II. ORGANISATION ET PERSONNEL

A. LA COMMUNE EN TANT QU'ENTITÉ ADMINISTRATIVE

1. FUSION

10 Dossier relatif à la fusion des communes. 1973-1976. 1 chemise

2. TERRITOIRE

11 Listes des rues, chemins, sentiers vicinaux et chemins de grande communication. [ca 1950]. 1 chemise

3. COOPÉRATION INTERCOMMUNALE

12 - 14 DOSSIERS RELATIFS À LA PARTICIPATION AUX INTERCOMMUNALES. 1950, 1958, 1966, 1972, 1975.

12 Intercommunale Aisne-et-Ourthe. 1950. 1 pièce

13 Intercommunale de distribution d'énergie électrique dans la province de Luxembourg (INTERLUX). 1958, 1966, 1972. 1 chemise

14 Intercommunale d'œuvres médico-sociales de l'arrondissement de Marche. 1975. 1 chemise

B. COLLÈGE DES BOURGMESTRE ET ÉCHEVINS

15 - 16 DOSSIERS INDIVIDUELS DE BOURGMESTRES. 1860, 1958-1973.

15 Louis Lambert. 1860. 1 pièce

16 Charles Louis. 1958-1973. 1 chemise

17 Dossier relatif à la nomination de René Orban, échevin, en remplacement de Joseph Quirin, décédé. 13 mai 1974. 1 chemise

C. ORGANISATION DU SERVICE D'ARCHIVES

- 18 Inventaire des archives. 1899. 1 cahier
- 19 Lettre de Gaston Beterams, conservateur aux Archives générales du Royaume relative à une proposition de dépôt aux Archives de l'État. 1967. 1 pièce
- 20 Lettres du conservateur des Archives de l'État à Arlon et du bourgmestre relatives à la conservation de l'état civil d'ancien régime. 1971. 2 pièces
- 21 Dossier relatif à l'acquisition de meubles métalliques pour le service d'archives. 1971. 1 chemise

D. PERSONNEL DES SERVICES

1. EFFECTIFS, REGISTRES DU PERSONNEL ET AUTRES ÉTATS GÉNÉRAUX

- 22 Relevés nominatifs du personnel enseignant. 1962, 1964, 1971, 1973-1975. 1 chemise
- 23 Dossier relatif aux recensements du personnel. 1966, 1968-1969. 1 chemise

2. DOSSIERS DU PERSONNEL ADMINISTRATIF ET TECHNIQUE

- 24 - 28 DOSSIERS INDIVIDUELS. 1927-1971.
- 24 Clément Houssa, secrétaire. 1927-1959. 1 chemise
- 25 Victor Pirotte, cantonnier. 1937-1955. 1 chemise
- 26 François Léonard, fossoyeur. 1942-1956. 1 chemise
- 27 27 - 28 Gardes champêtres. 1950-1971. François Leboutte. 1950-1969. 1 chemise

-
- 28 Joseph Cornet. 1965-1971. 1 chemise
3. DOSSIERS DU PERSONNEL ENSEIGNANT
- 29 29 - 30 DOSSIERS INDIVIDUELS. 1951-1976.
Denise Moussebois. 1951-1962. 1 chemise
- 30 Agnès Rulkin. 1952-1976. 1 chemise
- 31 Dossier relatif aux maîtresses de couture intérimaires. 1975. 1 chemise
4. AUTRES DISPOSITIONS ET SERVICES SOCIAUX POUR LE
PERSONNEL COMMUNAL
- 32 Dossier relatif aux demandes d'allocations familiales. 1959-1976. 1 chemise
- 33 Lettre du bourgmestre au commissaire d'arrondissement relative à
la demande d'un garde champêtre d'obtenir la médaille d'argent de
l'Ordre de Léopold II et à la médaille civique de 1re classe. 1964. 1 pièce

II. PATRIMOINE

A. BIENS IMMOBILIERS

	34 - 35 DOSSIERS RELATIFS AUX VENTES DE BOIS. 1819, 1873-1876, 1889-1976.	
34	1819, 1873-1876, 1889-1899.	1 chemise
35	1901-1976.	1 chemise
	36 - 51 DOSSIERS RELATIFS AUX VENTES DE PARCELLES. 1840-1975.	
36	Diverses parcelles à Pierre Collet. 1840-1841.	1 chemise
37	Section C, n° 856 et 857, à Joseph Leroy. 1877.	1 chemise
38	Section C, n° 856a, à Théophile Desramault. 1903.	1 chemise
39	Section A, n° 499, à Lambert et Kuirin. 1911.	1 chemise
40	Section C, n° 855h et 855k, à Antoine [Terry]. 1913.	1 pièce
41	Diverses parcelles de la section C, n° 856, à la famille Leroy. 1913.	1 pièce
42	Section C, n° 856e2 et 856x2, à Marlaine Galdéroux. 1913.	1 pièce
43	Section A, n° 525a, à Nicolas Orban. 1917.	1 pièce
44	Section C, n° 977a et 977b, à Jules Théodore. 1923.	1 chemise
45	Section A, n° 799 et 800, à divers acquéreurs. 1965, 1969-1971.	1 pièce
46	Section C, n° 223h, à Joris Vertongen. 1968.	1 chemise

47	Section C, n° 858k, à André Dawans. 1968-1969.	1 chemise
48	Section C, n° 782, à Gérard Nyssens. 1969-1972.	1 chemise
49	Section C, n° 1272e, à Pierre Van Stichel. 1970.	1 chemise
50	Section C, n° 223m, à divers acquéreurs. 1975.	1 chemise
51	Parcelles du village de vacances dit " Village du bois d'Arlogne " à la SC " Village du bois d'Arlogne " (COVIBA). 1969-1975.	1 chemise
52	Relevés des capitaux immobiliers. 1860.	1 chemise
53	53 - 56 DOSSIERS RELATIFS AUX VENTES D'EXCÉDENTS DE VOIRIE. 1866-1867, 1903-1960. Chemins n° 3 et 7. 1866-1867.	1 chemise
54	Lieudit " Petit Coussu ". 1903.	1 chemise
55	55 - 56 DIVERS EXCÉDENTS. 1908-1923, 1957-1960. 1908-1923.	1 chemise
56	1957-1960.	1 chemise
57	57 - 58 DOSSIERS RELATIFS AUX LOCATIONS DE BIENS COMMUNAUX. 1877, 1885, 1893, 1896, 1899, 1928-1970. 1877, 1885, 1893, 1896, 1899.	1 chemise
58	1928-1970.	1 chemise
59	Registre-sommier des intérêts de rente. 1882-1961.	1 cahier

60	60 - 71 DOSSIERS RELATIFS AUX ACQUISITIONS D'EMPRISES. 1902-1973. Oratoire à Notre-Dame de Lourdes. 1902.	1 pièce
61	61 - 62 CHEMIN MAGOSTER - TRINAL. 1903, 1970. 1903.	1 chemise
62	1970.	1 chemise
63	Lieudit " Petit Gevrès ". 1904-1913.	1 chemise
64	64 - 65 CHEMINS AGRICOLES. 1917-1918, 1968. 1917-1918.	1 chemise
65	1968.	1 chemise
66	Cimetière. 1924.	1 chemise
67	Chemin de grande communication Beffe - Rendeux. 1934.	1 chemise
68	Diverses emprises. 1971, 1973.	1 chemise
69	Chemin n° 3. 1972.	1 cahier
70	Lieudit " Grandes Pièces ". 1972.	1 chemise
71	Chemins n° 4 et 11. 1973.	1 cahier
72	72 - 73 DOSSIERS RELATIFS AUX ÉCHANGES DE PARCELLES. 1925, 1928. Lieudit " Alfosse " contre la parcelle cadastrée section C, n° 626a,	

-
- appartenant à Auguste Philippart. 1925. 2 pièces
- 73** Section B, n° 805d contre la parcelle cadastrée section B, n° 772k, appartenant à Jean Collignon. 1928. 1 chemise
- 74** Acte relatif à l'acquisition du pont de Bardonwez appartenant à Jean Deprez par la commune et celle de Rendeux. 1932. 1 pièce
- 75 - 76 DOSSIERS RELATIFS AUX ACQUISITIONS DE PARCELLES. 1965, 1967.
- 75** Section C, n° 1184b, 1184c et 1184d, appartenant à Charles Delvaux. 1965. 1 pièce
- 76** Section C, n° 1034a, appartenant à Thérèse Lambert et n° 1035a, appartenant à Gilberte Conter. 1967. 1 chemise
- 77** Dossier relatif aux acquisitions de parcelles à divers particuliers pour la construction de la nouvelle église. 1970-1971. 1 chemise
- 78** *B. BIENS MOBILIERS*
Relevés des capitaux mobiliers. 1860. 2 pièces

III. FINANCES ET FISCALITÉ

A. COMPTABILITÉ DU SECRÉTARIAT

1. BUDGETS ET ANNEXES

79 - 89 BUDGETS ANNUELS. 1871-1926, 1929-1934, 1937, 1942, 1946-1948, 1950-1976.

79	1871-1879.	1 chemise
80	1880-1889.	1 chemise
81	1890-1899.	1 chemise
82	1900-1909.	1 chemise
83	1910-1919.	1 chemise
84	1920-1926, 1929.	1 chemise
85	1930-1934, 1937.	1 chemise
86	1942, 1946-1948.	1 chemise
87	1950-1959.	1 chemise
88	1960-1969.	1 chemise
89	1970-1976.	1 chemise

2. REGISTRES DE COMPTABILITÉ

90 - 91 GRANDS-LIVRES DES RECETTES ET DÉPENSES. 1952, 1957, 1960.

90	1952, 1957.	
----	-------------	--

		1 chemise
91	1960.	1 chemise
92	3. SUBVENTIONS DES AUTORITÉS SUPÉRIEURES Dossier relatif à la superficie de la voirie. 1953, 1957-1958, 1964-1965, 1967, 1969, 1972, 1976.	1 chemise
<i>B. COMPTABILITÉ DU RECEVEUR</i>		
1. REGISTRES DE COMPTABILITÉ		
93	93 - 95 GRANDS-LIVRES DES RECETTES ET DÉPENSES. 1948, 1961-1976. 1948.	1 cahier
94	1961-1969.	1 liasse
95	1970-1976.	1 liasse
96	96 - 98 REGISTRES AUX MANDATS. 1951-1953. 20 février 1951 - 14 janvier 1952.	1 cahier
97	17 février 1952 - 22 avril 1952.	1 cahier
98	2 décembre 1952 - 5 mai 1953.	1 cahier
2. COMPTES ET PIÈCES JUSTIFICATIVES		
99	99 - 108 COMPTES ANNUELS. 1880-1976. 1880-1881, 1888.	1 chemise
100	1890-1891, 1893-1899.	1 chemise

101	1900-1904, 1906-1909.	1 chemise
102	1910-1919.	1 chemise
103	1920-1929.	1 chemise
104	1930-1932.	1 chemise
105	1940-1941, 1943-1949.	1 chemise
106	1950-1959.	1 chemise
107	1960-1969.	1 chemise
108	1970-1976.	1 chemise
109	<i>109 - 134 PIÈCES JUSTIFICATIVES AUX COMPTES. 1932-1976.</i> 1932.	1 chemise
110	1945.	1 chemise
111	1946.	1 chemise
112	1947.	1 chemise
113	1948.	1 chemise
114	1952.	1 chemise
115	1954.	1 chemise
116	1956.	1 chemise

		1 chemise
117	1957.	1 chemise
118	1960.	1 chemise
119	1961.	1 chemise
120	1962.	1 chemise
121	1963.	1 chemise
122	1964.	1 chemise
123	1965.	1 chemise
124	1966.	1 chemise
125	1967.	1 chemise
126	1968.	1 liasse
127	1969.	1 chemise
128	1970.	1 chemise
129	1971.	1 chemise
130	1972.	1 chemise
131	1973.	1 chemise
132	1974.	1 liasse

133	1975.	1 chemise
134	1976.	1 chemise
3. ENTRÉE EN FONCTION DU RECEVEUR		
<i>135 - 137 DOSSIERS INDIVIDUELS. 1845, 1866, 1883-1896, 1908-1952.</i>		
135	Charles Gilles. 1845, 1866, 1893.	1 chemise
136	Alexis Lhermitte. 1883-1896.	1 chemise
137	Henri Leboutte. 1908-1952.	1 chemise
<i>C. IMPOSITIONS ET TAXES COMMUNALES DIRECTES</i>		
<i>138 - 147 DOSSIERS RELATIFS AUX TAXES. 1951-1968, 1970-1972, 1974-1976.</i>		
138	Contribution foncière. 1951-1964.	1 chemise
139	Raccordements au réseau de distribution d'eau. 1960, 1966, 1967.	1 chemise
140	Propriétés boisées. 1961-1962, 1964.	1 chemise
141	Chiens. 1961-1962, 1967, 1972.	1 chemise
142	Personnes physiques. 1965.	1 pièce
143	Chevaux de luxe. 1965-1966.	1 chemise
144	Véhicules automobiles. 1965, 1968, 1970-1971.	1 chemise
145	Colportage. 1966-1968, 1972.	

		1 chemise
146	Parcelles non bâties dans un lotissement non périmé. 1974-1976.	1 chemise
147	Secondes résidences. 1974-1976.	1 chemise
148	148 - 151 RÔLES DE TAXE. 1953, 1956, 1959-1975. Contribution foncière. 1953, 1956, 1959-1975.	1 chemise
149	Vélos et vélomoteurs. 1962.	1 cahier
150	Personnes physiques. 1965-1975.	1 chemise
151	Secondes résidences. 1975.	1 chemise
152	Lettre du bourgmestre au procureur général relative au recensement des campings. 1973.	1 pièce
153	<i>D. DÉPÔT DE L'ADMINISTRATION DU CADASTRE</i> Statistiques des bâtiments construits, transformés, détruits ou démolis. 1958-1975.	1 chemise

IV. ÉTAT CIVIL

A. REGISTRES DE L'ÉTAT CIVIL ET TABLES

- 486 Table alphabétique des registres paroissiaux. 1882. 1 volume
- 487 - 492 TABLES DÉCENNALES. 1833-1870, 1881-1930, 1971-1976.
- 487 1833-1870, 1881-1890. 1 volume
- 488 1891-1900. 1 cahier
- 489 1901-1910. 1 chemise
- 490 1911-1920. 1 chemise
- 491 1921-1930. 1 chemise
- 492 1971-1976. 1 chemise
- 154 Extrait de l'acte de naissance de Léonie Georges. 29 janvier 1863. 1 pièce
- 155 Dossier relatif aux vérifications des registres. 1959-1971, 1973-1975. 1 chemise

B. CIMETIÈRES ET FUNÉRAILLES

- 156 - 157 RELEVÉS ANNUELS DES CONCESSIONS ACCORDÉES. 1891, 1935-1936.
- 156 1891. 1 pièce
- 157 1935-1936. 2 pièces

158 - 159 REGISTRES D'INSCRIPTION DES PERMIS D'INHUMATION.
1945-1976.

158	31 juillet 1945 - 3 avril 1973.	1 cahier
159	17 avril 1973 - 5 avril 1976.	1 cahier

V. POPULATION

A. REGISTRES ET MOUVEMENTS DE LA POPULATION

160	160 - 165 REGISTRES DE LA POPULATION. [1901-1920], 1921-1980. [1901-1920].	1 volume
161	1921-1930.	1 volume
162	1931-1947.	1 volume
163	1948-1960.	1 volume
164	1961-1970.	1 volume
165	1971-1980.	1 volume
166	Index des registres de la population. 1931-1947.	1 volume
167	167 - 170 LISTES-INDEX DES HABITANTS REPRENANT LES NOM, PRÉNOM ET RENVOI DANS LES REGISTRES DE LA POPULATION. 1921-1970. 1921-1930.	1 chemise
168	1931-1947.	1 chemise
169	1948-1960.	1 chemise
170	1961-1970.	1 chemise
171	171 - 174 RELEVÉS STATISTIQUES DES MOUVEMENTS DE LA POPULATION. 1948-1974. 1948-1949.	1 chemise

172	1950-1959.	1 chemise
173	1960-1969.	1 chemise
174	1970-1974.	1 chemise
493	Registre des entrées. 31 mai 1961 - 3 novembre 1975.	1 volume
175	Registre des sorties. 25 mai 1961 - 13 octobre 1976.	1 volume
176	Rapport d'inspection des registres de la population, du registre des étrangers et des listes de milice. 1963.	1 chemise

B. RECENSEMENTS ET AUTRES ÉTATS DE LA POPULATION

177	177 - 178 DOSSIERS RELATIFS AUX RECENSEMENTS DE LA POPULATION. 1961, 1970. 1961.	1 chemise
178	1970.	1 chemise

C. ÉTRANGERS

Consulter le n° 176.

VI. ÉLECTIONS

A. LISTES ÉLECTORALES ET LISTES DÉRIVÉES

179 179 - 180 LISTES DES JURÉS D'ASSISES. 1969, 1973.
1969. 1 cahier

180 180 1973. 1 cahier

B. RÉVISION DES LISTES ÉLECTORALES

181 181 Registre d'inscription des incapacités électorales. 13 août 1892 - 10
octobre 1922. 1 cahier

182 182 - 185 LISTES RÉVISÉES DES ÉLECTEURS GÉNÉRAUX ET
COMMUNAUX. 1945, 1947-1948, 1951.
1945. 1 cahier

183 183 1947. 1 cahier

184 184 1948. 1 cahier

185 185 1951. 1 cahier

186 186 - 196 LISTES RÉVISÉES DES ÉLECTEURS GÉNÉRAUX,
PROVINCIAUX ET COMMUNAUX. 1953-1973.
1953. 1 cahier

187 187 1955. 1 cahier

188 188 1957. 1 chemise

189 189 1959. 1 cahier

190	1961.	1 cahier
191	1963.	1 cahier
192	1965.	1 cahier
193	1968.	1 cahier
194	1969.	1 cahier
195	1971.	1 cahier
196	1973.	1 cahier
197	Dossier relatif à la formation d'une liste des jurés d'assises. 1956.	1 chemise

C. DOSSIERS DES ÉLECTIONS

198 - 226 DOSSIERS RELATIFS AUX ÉLECTIONS COMMUNALES.
1836-1976.

198	29 août 1836.	1 pièce
199	29 octobre 1839.	1 chemise
200	25 octobre 1842.	1 chemise
201	23 octobre 1848.	1 pièce
202	28 octobre 1851.	1 chemise
203	31 octobre 1854.	2 pièces
204	27 octobre 1857.	

		2 pièces
205	7 décembre 1869.	1 pièce
206	26 octobre 1875.	1 chemise
207	29 octobre 1878.	1 chemise
208	19 octobre 1884.	2 pièces
209	2 octobre 1887.	1 chemise
210	19 octobre 1890.	1 chemise
211	17 novembre 1895.	1 chemise
212	22 mars 1896.	1 cahier
213	16 octobre 1898.	1 pièce
214	15 octobre 1899.	2 pièces
215	3 octobre 1903.	2 pièces
216	8 décembre 1907.	1 chemise
217	15 octobre 1911.	1 cahier
218	22 mai 1921.	1 pièce
219	11 septembre 1927.	1 chemise
220	25 septembre 1938.	1 chemise

221	10 novembre 1946.	1 chemise
222	25 septembre 1952.	1 chemise
223	12 octobre 1958.	1 chemise
224	11 octobre 1964.	1 chemise
225	11 octobre 1970.	1 chemise
226	10 octobre 1976.	1 pièce
227	Procès-verbal de l'assemblée des électeurs aux élections législatives du 27 mai 1906 1906.	1 pièce
228	Dossier relatif aux élections législatives et provinciales du 11 avril 1954. 1954.	1 chemise

VII. AFFAIRES MILITAIRES ET GUERRES

A. MILICE ET VOLONTAIRES

229	Registre d'inscription des militaires en congé illimité. 1908-1960. 1 volume
230	230 - 284 DOSSIERS RELATIFS AUX LEVÉES DE MILICE. 1923-1977. 1923. 1 chemise
231	1924. 1 chemise
232	1925. 1 chemise
233	1926. 1 chemise
234	1927. 1 chemise
235	1928. 1 chemise
236	1929. 1 chemise
237	1930. 1 chemise
238	1931. 1 chemise
239	1932. 1 chemise
240	1933. 1 chemise
241	1934. 1 chemise
242	1935. 1 chemise

243	1936.	1 chemise
244	1937.	1 chemise
245	1938.	1 chemise
246	1939.	1 chemise
247	1940.	1 chemise
248	1941.	1 chemise
249	1942.	1 chemise
250	1943.	1 chemise
251	1944.	1 chemise
252	1945.	1 chemise
253	1946.	1 chemise
254	1947.	1 chemise
255	1948.	1 chemise
256	1949.	1 chemise
257	1950.	1 chemise
258	1951.	1 chemise
259	1952.	

		1 chemise
260	1953.	1 chemise
261	1954.	1 chemise
262	1955.	1 chemise
263	1956.	1 chemise
264	1957.	1 chemise
265	1958.	1 chemise
266	1959.	1 chemise
267	1960.	1 chemise
268	1961.	1 chemise
269	1962.	1 chemise
270	1963.	1 chemise
271	1964.	1 chemise
272	1965.	1 chemise
273	1966.	1 chemise
274	1967.	1 chemise
275	1968.	1 chemise

276	1969.	1 chemise
277	1970.	1 chemise
278	1971.	1 chemise
279	1972.	1 chemise
280	1973.	1 chemise
281	1974.	1 chemise
282	1975.	1 chemise
283	1976.	1 chemise
284	1977.	1 chemise
285	Dossier relatif aux demandes d'indemnité de milice. 1950, 1953-1957, 1959, 1975.	1 chemise
286	Registre d'inscription des demandes d'indemnité de milice. 19 mai 1954 - 29 décembre 1959.	1 cahier
	<i>B. MOBILISATION, RÉQUISITIONS ET CANTONNEMENTS MILITAIRES EN TEMPS DE PAIX</i>	
287	Dossier relatif aux recensements des véhicules automobiles. 1949.	1 chemise
288	288 - 289 REGISTRES DE CLASSEMENT. [CA 1950], 1951. Motocyclettes. [ca 1950].	1 chemise
289	Véhicules automobiles. 1951.	

-
- 1 chemise
- 290** Dossier relatif aux réquisitions de véhicules automobiles. 1958, 1960.
1 chemise
- 291** Dossier relatif à l'organisation de manœuvres sur le territoire communal. 1958, 1968, 1970, 1972, 1975-1976.
1 chemise
- C. GUERRES ET CONSÉQUENCES*
- 292** 1. GÉNÉRALITÉS
Dossier relatif aux demandes de pension de guerre. 1929, 1934, 1939, 1945-1952, 1957-1966, 1974.
1 chemise
- 293** 2. PREMIÈRE GUERRE MONDIALE
Lettre du gouverneur au bourgmestre relative à l'octroi de concessions à perpétuité aux militaires belges et alliés. 1925.
1 pièce
- 294** 3. SECONDE GUERRE MONDIALE
Dossier relatif aux constatations des dommages de guerre. 1945-1966.
1 chemise
- 295 - 302 DOSSIERS RELATIFS AUX TRAVAUX DE RÉPARATIONS DES DOMMAGES DE GUERRE. 1945-1977.*
- 295** Wateringue de l'Isbelle. 1942-1943, 1945, 1947.
1 chemise
- 296** Chapelle de Magoster. 1945, 1966-1967, 1971-1972.
1 chemise
- 297** 297 - 298 Église Saint-Lambert. 1945-1977.
Exécutions des travaux.
1 liasse
- 298** Plans.
1 liasse
- 299** École. 1947, 1949-1952, 1958.

		1 liasse
300	Réseau électrique. 1950-1952.	1 liasse
301	Cimetière. 1950, 1961-1966.	1 chemise
302	Presbytère. 1951-1957.	1 chemise
303	Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal relatif à la désignation d'un architecte pour les travaux de restauration des bâtiments communaux endommagés par faits de guerre. 1946.	1 pièce
304	Dossier relatif à la mise à disposition de pavillons pour sinistrés. 1946-1959.	1 chemise
305	Dossier relatif à l'enlèvement de chars américains et allemands. 1950-1951, 1954.	1 chemise
306	Lettres du bourgmestre relatives à la découverte de la dépouille d'un soldat allemand. 1969.	2 pièces

IX. ORDRE ET SÉCURITÉ PUBLICS

A. POLICE

- 307 Casiers judiciaires. 1926-1950. 1 chemise
Non consultable
- 308 Dossier relatif à l'organisation des courses cyclistes. 1959-1976. 1 chemise
- 309 Dossier relatif aux vérifications périodiques des poids, mesures et instruments de pesage. 1963-1971. 1 chemise
- 310 Dossier relatif aux recensements des permis de port d'armes de chasse. 1965-1976. 1 chemise
- B. SERVICE D'INCENDIE*
- 311 Dossier relatif au groupe régional de défense contre les incendies de Marche-en-Famenne. 1950-1953. 1 chemise
- 312 Dossier relatif à l'acquisition d'une autopompe. 1960. 1 chemise
- 313 Rapport d'enquête d'un home de vacances. 1973. 1 chemise
- 314 Rapports d'intervention. 1973-1974, 1976. 1 chemise
- 315 Rapports sur l'activité du corps. 1974-1975. 1 chemise

X. SANTÉ PUBLIQUE

A. POLICE SANITAIRE DES ANIMAUX DOMESTIQUES

316 - 320 DOSSIERS RELATIFS AUX LUTTES CONTRE LES MALADIES ÉPIDÉMIQUES. 1947-1976.

- 316** Fièvre aphteuse. 1947, 1952, 1956, 1961. 1 chemise
- 317** Hypodermose bovine. 1955. 1 chemise
- 318** Brucellose bovine. 1956-1958, 1962, 1970. 1 chemise
- 319** Rage. 1968, 1971-1972, 1975-1976. 1 chemise
- 320** Peste porcine. 1972. 2 pièces
- 321** Dossier relatif à la lutte contre les rongeurs. 1949-1950, 1952-1953, 1964. 1 chemise

B. CONTRÔLE DES ÉTABLISSEMENTS DANGEREUX, INSALUBRES ET INCOMMUNES

322 - 352 DOSSIERS RELATIFS AUX DEMANDES D'AUTORISATION D'ÉTABLISSEMENTS DE DÉPÔTS DE CARBURANT. 1965-1976.

- 322** L. Lenoir, lieudit " Moulin de Bardonwez ". 1965. 1 chemise
- 323** Marcel Jamart, sur la parcelle cadastrée section C, n° 547. 1965. 1 chemise
- 324** Werner Labbé, sur la parcelle cadastrée section C, n° 397h. 1968. 1 chemise
- 325** Georges Havelange, sur la parcelle cadastrée section A, n° 684b. 1970. 1 chemise
- 326** 326 - 329 1972
Cornet-Daulne, sur la parcelle cadastrée section B, n° 196h.

		1 chemise
327	Raymond Orban, sur la parcelle cadastrée section C, n° 431c.	1 chemise
328	Firme " Pleurubal ", sur la parcelle cadastrée section C, n° 435g.	1 chemise
329	Roger Zanini, sur la parcelle cadastrée section A, n° 799a et 800.	1 chemise
330	Pierre Goedert, rue de l'Église, n° 18. 1972-1973.	1 chemise
	<i>331 - 333 1973</i>	
331	M. Dams, sur les parcelles cadastrées section C, n° 114 et 113c.	1 chemise
332	E. Liard, sur la parcelle cadastrée section C, n° 460d.	1 chemise
333	Louis Marcel, sur la parcelle cadastrée section B, n° 136b.	1 chemise
	<i>334 - 342 1974</i>	
334	André Dawans, sur la parcelle cadastrée section A, n° 663u.	1 chemise
335	Albert Dewez, sur la parcelle cadastrée section C, n° 420l.	1 chemise
336	Dupont-Cornet, rue de Magoster, n° 13.	1 chemise
337	Gelise Lebire, sur la parcelle cadastrée section C, n° 465h.	1 chemise
338	Gunter Mödder, sur les parcelles cadastrées section C, n° 499e, 500d, 501b, et 843.	1 chemise
339	Jean Peetermans, sur la parcelle cadastrée section C, n° 347i.	1 chemise
340	Albert Petroons, sur la parcelle cadastrée section B, n° 393f.	1 chemise

-
- 341 Louis Raskin, sur les parcelles cadastrées section C, n° 339a, 340a et 342b.
1 chemise
- 342 Phirmin Van den Bemden, sur la parcelle cadastrée section A, n° 800c.
1 chemise
- 343 - 347 1975
- 343 Jean Beauclercq, sur les parcelles cadastrées section C, n° 113b et 149t5.
1 chemise
- 344 Pol Carlier, route de Beffe, n° 7.
1 chemise
- 345 Raoul Duez, lieudit " Bois d'Arlogne ".
1 chemise
- 346 Eugène Morsiau, lieudit " Bois d'Arlogne ".
1 chemise
- 347 P. Van Stichel, lieudit " Bois d'Arlogne ".
1 chemise
- 348 - 352 1976
- 348 M. Max, sur la parcelle cadastrée section B, n° 1003k.
1 chemise
- 349 André Vannieuwenborgh, sur la parcelle cadastrée section B, n° 793b.
1 chemise
- 350 H. Van Nooten, sur la parcelle cadastrée section B, n° 793a.
1 chemise
- 351 Louis Walravens, sur la parcelle cadastrée section C, n° 149e6.
1 chemise
- 352 Jeannine Walthery, sur la parcelle cadastrée section B, n° 1003n.
1 chemise
- 353 Dossier relatif à la demande d'autorisation de Gilbert Doutreloux d'établir une porcherie sur la parcelle cadastrée section C, n° 1113c. 1970-1971.

		1 chemise
354	Dossier relatif au transport d'explosifs entre un dépôt de la SA " L. Pineur - Socea " à Barvaux et un chantier. 1970.	1 chemise
	355 - 356 DOSSIERS RELATIFS AUX DÉMOLITIONS DE FOURNILS. 1957, 1971.	
355	Localisation non précisée. 1957.	2 pièces
356	Parcelle cadastrée section C, n° 464. 1971.	1 chemise

XI. TRAVAUX PUBLICS, SERVICES D'UTILITÉ PUBLIQUE,
AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET URBANISME

A. TRAVAUX AUX BÂTIMENTS, MONUMENTS ET INSTALLATIONS
IMMOBILIÈRES DIVERSES

1. BÂTIMENTS SCOLAIRES

- 357** Dossier relatif à l'amélioration des locaux scolaires. 1933, 1936.
1 chemise
- 358** Dossier relatif à la réfection du bâtiment scolaire et de la cour de
récréation. 1972-1973.
1 chemise
- 359** Relevé des besoins en matière de travaux dans l'enseignement
officiel subsidié. 1973.
1 chemise

2. BÂTIMENTS AFFECTÉS AU TOURISME
Consulter le n° 51.

3. BÂTIMENTS DU CULTE

- 360** Dossier relatif à l'amélioration de l'église. 1904.
1 cahier

4. CIMETIÈRES
Consulter le n° 301.

B. TRAVAUX ET INSPECTION DE LA VOIRIE

361 - 368 DOSSIERS RELATIFS AUX ÉTABLISSEMENTS DE CHEMINS.
1857-1908, 1973-1974.

- 361** Chemin reliant Trinal à Amonines. 1857.
2 pièces
- 362** Chemin reliant Beffe à Magoster. 1880.
1 chemise
- 363** Chemin reliant Beffe à Amonines. 1882-1883.
2 pièces
- 364** Chemin reliant Wy à Magoster. 1894.
1 chemise

365	Chemin reliant Magoster à Trinal. 1903.	1 chemise
366	Chemin reliant Amonines à Devantave. 1908.	1 chemise
367	Chemin n° 23 dit La Roncière. 1973.	2 pièces
368	Chemin traversant la parcelle cadastrée section C, n° 223m. 1974.	1 chemise
369	369 - 370 DOSSIERS RELATIFS AUX SUPPRESSIONS DE CHEMINS ET SENTIERS. 1880, 1900. Chemin n° 15. 1880.	1 pièce
370	Sentier n° 33. 1900.	1 chemise
371	371 - 379 DOSSIERS RELATIFS AUX AMÉLIORATIONS DES CHEMINS. 1884, 1905, 1950-1976. Chemin n° 4. 1884.	1 pièce
372	Chemins n° 1, 3, 4, 9, 10 et sentier n° 33. 1905.	1 chemise
373	Chemin de grande communication n° 56. 1950, 1954-1958.	1 liasse
374	Chemins de Beffe à Trinal et de Beffe à Magoster. 1952-1953.	1 chemise
375	Chemins n° 2, 3, 4, 5, 11, 12, 13, 18, 19, 29 et 35, sentiers n° 1, 3 et 34 et chemins dits " Pré du Gaet " et " de Blier ". 1968-1978.	1 liasse
376	Chemin n° 3 reliant Beffe à Rendeux. 1971.	1 chemise
377	Chemins intérieurs de Trinal et Magoster. 1970-1973.	1 chemise
378	Chemin n° 1. 1974-1976.	

-
- 1 chemise
- 379 Chemin forestier au lieudit " Bois de Tave ". 1975-1976.
1 chemise
- 380 Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal relatif à la construction d'une passerelle reliant Beffe à Rendeux-Bas. 1934.
1 pièce
- 381 - 382 DOSSIERS RELATIFS AUX RECONSTRUCTIONS DES PONTS ET PASSERELLES. 1948-1959.
- 381 Pont de Bardonwez. 1948-1949, 1955.
1 chemise
- 382 Passerelle reliant Beffe à Rendeux-Bas. 1951, 1953, 1957-1959.
1 chemise
- 383 Dossier relatif aux emprunts pour entretiens de la voirie. 1953-1975.
1 chemise
- 384 *C. TRAVAUX ET INSPECTION DES COURS D'EAU NON NAVIGABLES*
Avis du Conseil communal et procès-verbal d'enquête relatifs à la mise au point d'une carte des cours d'eau non navigables. 1954.
2 pièces
- D. SERVICES D'UTILITÉ PUBLIQUE*
1. DISTRIBUTION D'EAU
- 385 Dossier relatif aux travaux d'extension du réseau. 1935-1976.
1 liasse
- 386 Dossier relatif à la construction d'un puits à Trinal. 1938.
1 chemise
- 387 Dossier relatif à la modernisation du réservoir et du pavillon pour hydrophore. 1958, 1963-1970.
1 chemise
- 388 Dossier relatif à l'extension du réseau du nord du Luxembourg. 1967-1976.
1 chemise
- 389 Dossier relatif aux recensements des ressources aquifères souterraines. 1968-1975.

		1 chemise
390	Questionnaires statistiques de l'activité industrielle de l'eau. 1970-1976.	1 chemise
391	2. DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ Dossier relatif aux travaux d'électrification. 1931-1971.	1 liasse
392	Dossier relatif au déplacement d'un support basse-tension à Magoster. 1974.	1 chemise
393	3. ÉCLAIRAGE PUBLIC Dossier relatif aux travaux d'extension du réseau. 1931-1962.	1 chemise
	4. TÉLÉPHONE	
394	<i>394 - 397 DOSSIERS RELATIFS AUX EXTENSIONS DU RÉSEAU. 1930, 1955-1976.</i> 1930.	1 pièce
395	1955.	1 chemise
396	1962, 1968-1969.	1 chemise
397	1970-1974, 1976.	1 chemise
	5. TRANSPORTS EN COMMUN	
398	<i>398 - 399 DOSSIERS RELATIFS AUX EXPLOITATIONS DES LIGNES D'AUTOBUS. 1961-1968.</i> La Roche - Hodister. 1961, 1965.	1 chemise
399	Laidprangeleux - La Roche. 1963, 1968.	1 chemise

E. AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

1. PERMIS DE BÂTIR

400 Dossier relatif aux demandes d'alignement de voirie. 1968.
1 chemise

494 Registre des permis de bâtir. 1971-1976.
1 cahier

2. PERMIS DE LOTIR

401 Dossier relatif à la création d'un lotissement d'aisance à Magoster.
1959.
1 chemise

3. INFRACTIONS

*402 - 403 DOSSIERS RELATIFS AUX BÂTIMENTS CONSTRUITS SANS
AUTORISATION SUR DES TERRAINS COMMUNAUX. 1906-1909,
1972.*

402 1906-1909.
1 chemise

403 1972.
1 chemise

404 Dossier relatif à l'expulsion d'un administré de la parcelle qu'il
occupe suite à un défaut d'entretien. 1965-1966.
1 chemise

XII. ENSEIGNEMENT

A. CADRE GÉNÉRAL

405 Dossier relatif aux adoptions d'une école primaire privée pour filles. 1931-1932, 1942.

1 chemise

406 Lettre du ministère de l'Instruction publique à l'inspecteur principal relative à l'organisation scolaire. 1950.

1 pièce

407 Rapports médicaux de l'inspection médicale scolaire. 1951-1964.

1 chemise

408 Dossier relatif à la grève scolaire de mars 1975. 1975.

1 chemise

B. BÂTIMENTS

409 Dossier relatif à la location du logement scolaire. 1951-1974.

1 chemise

C. FINANCES

410 410 - 415 BUDGETS ANNUELS. 1871-1903, 1905-1921. 1871-1879.

1 chemise

411 1880-1889.

1 chemise

412 1890-1899.

1 chemise

413 1900-1903, 1905-1909.

1 chemise

414 1910-1919.

1 chemise

415 1920-1921.

1 chemise

416 416 - 417 COMPTES ANNUELS. 1964-1967, 1969-1975. 1964-1967, 1969.

		1 chemise
417	1970-1975.	1 chemise
418	Dossier relatif aux subventions. 1959-1976.	1 chemise
	<i>D. OBLIGATION SCOLAIRE</i>	
419	Listes des enfants soumis à l'obligation scolaire. 1957-1976.	1 chemise

XIII. ÉCONOMIE

A. GÉNÉRALITÉS

- 420 Enquête de la Société luxembourgeoise d'études et d'expansion économique relative au développement économique communal. 1960. 1 chemise

B. AGRICULTURE

- 421 Dossier relatif aux constatations des dégâts agricoles. 1956, 1965, 1976. 1 chemise
- 422 Dossier relatif aux indemnités agricoles. 1957, 1976. 1 chemise
- 423 Dossier relatif à la nomination de la commission agricole. 1974. 1 chemise

C. ÉLEVAGE

- 424 Dossier relatif aux recensements des taureaux. 1950-1951. 1 chemise

D. INDUSTRIE ET ARTISANAT

- 425 Dossier relatif au recensement des entreprises occupant plus de 5 personnes. 1972. 1 chemise

E. COMMERCE

- 426 Dossier relatif aux cartes de commerçant ambulant. 1957-1958, 1960, 1962, 1966. 1 chemise

427 XIV. AFFAIRES SOCIALES
Dossier relatif aux colocations d'aliénés. 1939-1965. 1 chemise

XV. TUTELLE SUR LE BUREAU DE BIENFAISANCE ET LA COMMISSION D'ASSISTANCE PUBLIQUE

A. BUREAU DE BIENFAISANCE

Consulter le n° 135.

B. COMMISSION D'ASSISTANCE PUBLIQUE

1. GÉNÉRALITÉS

428 Registre-indicateur de la correspondance sortante. 4 janvier 1965 - 23 octobre 1968. 1 cahier

2. PERSONNEL

429 Dossier relatif aux nominations du personnel. 1936-1971. 1 chemise

3. FINANCES

430 430 - 433 BUDGETS ANNUELS. 1948-1976. 1948-1949. 1 chemise

431 1950-1959. 1 chemise

432 1960-1969. 1 chemise

433 1970-1976. 1 chemise

434 434 - 438 COMPTES ANNUELS. 1927, 1946, 1948-1975. 1927. 1 pièce

435 1946, 1948-1949. 1 chemise

436 1950-1959. 1 chemise

437 1960-1969.

		1 chemise
438	1970-1975.	1 chemise
439	<i>439 - 463 PIÈCES JUSTIFICATIVES AUX COMPTES. 1948-1975.</i> 1948.	1 chemise
440	1950.	1 chemise
441	1951.	1 chemise
442	1952.	1 chemise
443	1953.	1 chemise
444	1954.	1 chemise
445	1955.	1 chemise
446	1956.	1 chemise
447	1957.	1 pièce
448	1958.	1 chemise
449	1959.	1 chemise
450	1962.	1 chemise
451	1963.	1 chemise
452	1964.	1 chemise

453	1965.	1 chemise
454	1966.	1 chemise
455	1967.	1 chemise
456	1968.	1 chemise
457	1969.	1 chemise
458	1970.	1 chemise
459	1971.	1 chemise
460	1972.	1 chemise
461	1973.	1 chemise
462	1974.	1 chemise
463	1975.	1 chemise
	<i>464 - 465 GRANDS-LIVRES DES RECETTES ET DÉPENSES. 1967-1974.</i>	
464	1967-1969.	1 chemise
465	1970-1974.	1 chemise
466	4. SERVICE DES SECOURS CIVILS État des sommes dues par l'État belge à la Commission d'assistance publique pour frais d'entretien des victimes du sinistre survenu au mois de janvier 1945. 1946.	

		1 chemise
467	Dossier relatif aux hospitalisations. 1959-1968.	1 chemise

XVI. RELATIONS AVEC LA PAROISSE SAINT-LAMBERT

A. PERSONNEL

- 468 Extraits du registre aux délibérations de la Fabrique d'église relatifs à la fixation des traitements. 1964, 1968, 1970. 1 chemise

B. PATRIMOINE

- 469 Dossier relatif aux legs en faveur de la Fabrique d'église. 1953, 1958, 1966. 1 chemise

470 - 472 DOSSIERS RELATIFS AUX VENTES DE PARCELLES. 1953-1954, 1965, 1968.

- 470 Section C, n° 447e, à Raymond Falla. 1953-1954. 1 chemise

- 471 Section B, n° 1029, 1030b et 1030c, à H. Rasquin. 1965. 2 pièces

- 472 Section C, n° 831, à Gérard Nyssens. 1968. 1 chemise

- 473 Dossier relatif à la location du presbytère. 1957, 1964, 1970. 1 chemise

- 474 Dossier relatif aux locations des biens de la Fabrique d'église. 1964-1965, 1970. 1 chemise

Non consultable

- 475 Dossier relatif à l'échange de diverses parcelles cadastrées section C, contre diverses parcelles cadastrées section C, de Joseph Pirotte. 1969. 1 chemise

C. FINANCES

- 476 476 - 485 BUDGETS ANNUELS. 1871-1975. 1871-1872, 1875, 1878. 1 chemise

- 477 1893-1895, 1898-1899. 1 chemise

478	1902-1909.	1 chemise
479	1910-1919.	1 chemise
480	1920-1929.	1 chemise
481	1930-1935.	1 chemise
482	1944.	1 cahier
483	1950-1959.	1 chemise
484	1960-1969.	1 chemise
485	1970-1975.	1 chemise
	Non consultable	